

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de novembre 2000

Novembre 2000 : excédent budgétaire de 0,9 milliard de dollars

Le gouvernement a enregistré un excédent budgétaire de 0,9 milliard de dollars en novembre 2000, comparativement à un déficit budgétaire de 0,3 milliard en novembre 1999. Cette amélioration d'une année sur l'autre du solde budgétaire mensuel est attribuable à l'augmentation de 1,4 milliard des recettes budgétaires et à la baisse de 0,2 milliard des frais de la dette publique. La hausse de 0,4 milliard au chapitre des dépenses de programmes a atténué l'effet de cette amélioration du solde budgétaire global.

Sur le plan des recettes budgétaires, d'une année sur l'autre :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont légèrement augmenté, les mesures d'allégement fiscal annoncées dans le budget de février 2000 et les rajustements des années antérieures ayant presque compensé l'augmentation des sommes reçues au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi découlant de la hausse du nombre de salariés.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (11,1 %), principalement sous l'effet de la hausse des bénéfices des sociétés en 2000. D'autres formes d'impôt sur le revenu ont également connu des hausses marquées.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont quelque peu diminué, la réduction des taux de cotisation

(le taux des cotisations salariales s'établit en 2000 à 2,40 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables, comparativement à 2,55 \$ en 1999) ayant largement neutralisé l'augmentation du nombre de salariés, qui versent des cotisations.

- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (28,0 %). Toutes les composantes ont enregistré de fortes hausses, qui découlent en partie de l'échelonnement des dates de réception et de versement des remboursements et des remises.
- Les recettes non fiscales ont aussi nettement augmenté. Cependant, les comparaisons d'une année sur l'autre sont trompeuses, car les nouvelles méthodes comptables exigent maintenant la comptabilisation mensuelle des débiteurs, tandis qu'en 1999-2000, les rajustements n'étaient effectués qu'à la fin de l'exercice.

Pour ce qui est des dépenses de programmes, d'une année sur l'autre :

- les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 3,2 % en raison de la hausse des prestations aux aînés; pour leur part, les prestations d'assurance-emploi n'ont presque pas fluctué;
- les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 6,0 %, ce qui reflète la hausse des transferts en espèces en vertu du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et de la péréquation;



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	novembre		d'avril à novembre	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
	(M\$)			
Opérations budgétaires				
Recettes	12 327	13 705	103 541	114 117
Dépenses de programmes	-8 927	-9 358	-68 131	-72 471
Solde de fonctionnement	3 400	4 347	35 410	41 646
Frais de la dette publique	-3 683	-3 436	-27 486	-27 539
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-283	911	7 924	14 107
Opérations non budgétaires	2 321	977	-837	-4 149
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	2 038	1 888	7 087	9 958
Opérations de change	-3 320	-1 801	-4 183	-471
Solde financier net	-1 282	87	2 904	9 487
Variation nette des emprunts	6 362	4 906	-555	-9 746
Variation nette de l'encaisse	5 080	4 993	2 349	-259

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes, et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

- les dépenses de programmes directes ont progressé de 5,4 %, principalement sous l'effet de l'augmentation des dépenses de fonctionnement et d'immobilisations des ministères. Par contre, les subventions et autres transferts et paiements à des sociétés d'État ont diminué.

La baisse des frais de la dette publique, d'une année sur l'autre, découle principalement de rajustements de date qui ont eu des répercussions négatives sur les résultats de novembre 1999.

Données cumulatives de l'exercice : excédent budgétaire de 14,1 milliards de dollars

Au cours des huit premiers mois de l'exercice 2000-2001, l'excédent budgétaire a été estimé à 14,1 milliards de dollars, en hausse de 6,2 milliards par rapport à l'excédent de 7,9 milliards déclaré au cours de la même période en 1999-2000.

Ces résultats sont conformes aux prévisions moyennes établies par le secteur privé à l'égard de l'excédent budgétaire de 2000-2001, tel

qu'il est indiqué dans l'*Énoncé économique et la mise à jour budgétaire* du 18 octobre 2000.

Les recettes budgétaires ont augmenté de 10,6 milliards de dollars (10,2 %) d'une année sur l'autre. Parmi les principales composantes des recettes, notons ce qui suit :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 3,6 milliards de dollars (7,1 %), principalement en raison de la hausse des sommes reçues au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, à cause d'une augmentation du nombre de salariés. En outre, l'augmentation de l'impôt versé à la date de production et la diminution des remboursements portant sur l'année d'imposition 1999 ont également contribué à cette augmentation d'une année sur l'autre. Ces facteurs ont été atténués par les mesures d'allègement fiscal annoncées dans le budget de février 2000 et la hausse des transferts aux comptes du Régime de pensions du Canada et de l'assurance-emploi, en raison du moins-perçu touchant l'année d'imposition 1999. Pendant le reste de l'exercice, la croissance de cette composante sera

Tableau 2

Recettes budgétaires

	novembre		variation	d'avril à novembre		variation
	1999	2000		1999-2000	2000-2001	
	(M\$)	(M\$)	(%)	(M\$)	(M\$)	(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 070	6 150	1,3	51 362	54 990	7,1
Impôt sur le revenu des sociétés	1 692	1 879	11,1	11 529	15 080	30,8
Autres	189	244	29,1	1 882	2 064	9,7
Total des recettes d'impôt sur le revenu	7 951	8 273	4,0	64 773	72 134	11,4
Cotisations d'assurance-emploi	1 098	1 073	-2,3	12 332	12 622	2,4
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 102	2 619	24,6	15 707	17 340	10,4
Droits de douane à l'importation	154	303	96,8	1 533	1 872	22,1
Taxes de vente et d'accise	608	744	22,4	5 518	5 691	3,1
Total des taxes et droits d'accise	2 864	3 666	28,0	22 758	24 903	9,4
Total des recettes fiscales	11 913	13 012	9,2	99 863	109 659	9,8
Recettes non fiscales	414	693	67,4	3 678	4 458	21,2
Total des recettes budgétaires	12 327	13 705	11,2	103 541	114 117	10,2

d'avantage réduite à mesure que sera ressentie l'incidence des réductions d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et l'*Énoncé économique et la mise à jour budgétaire* d'octobre 2000. Mentionnons l'abaissement des taux d'imposition, l'élimination de la surtaxe de 5 %, le relèvement des seuils, l'augmentation des paiements de la Prestation fiscale canadienne pour enfants et le rétablissement de la pleine indexation du régime de l'impôt sur le revenu des particuliers.

- Les recettes d'impôt des sociétés ont augmenté de 3,6 milliards de dollars (30,8 %). Bien que cette augmentation tienne en partie compte de la vigueur soutenue des bénéfices des sociétés, en hausse de 17,5 % aux trois premiers trimestres de 2000 par rapport à la même période en 1999, l'augmentation des recettes dépend également des méthodes de calcul des acomptes provisionnels. Les sociétés doivent effectuer des acomptes mensuels d'après l'impôt réel à payer de l'année précédente ou de l'impôt

à payer prévu pour l'exercice en cours, le versement final devant être effectué dans les 30 jours suivant la fin de leur exercice. Bien que les bénéfices des sociétés aient vivement rebondi en 1999, les acomptes mensuels de la majeure partie de 1999 se fondaient sur l'impôt à payer en 1998 – année où les bénéfices des sociétés ont diminué – ce qui a eu pour effet de réduire les acomptes en 1999. Puisque les acomptes mensuels actuels sont comparés aux acomptes sous-estimés de 1999, les variations d'une année sur l'autre ne reflètent vraisemblablement pas fidèlement les résultats de l'ensemble de l'année.

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (2,4 %), la baisse des taux de cotisation de 2000 ayant été largement compensée par l'incidence des rajustements d'années antérieures et par la croissance du nombre de salariés, qui versent des cotisations.

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	novembre			d'avril à novembre		
	1999	2000	variation	1999-2000	2000-2001	variation
	(M\$)	(M\$)	(%)	(M\$)	(M\$)	(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 958	2 051	4,7	15 471	16 040	3,7
Prestations d'assurance-emploi	911	910	-0,1	6 880	6 716	-2,4
Total	2 869	2 961	3,2	22 351	22 756	1,8
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 125	8,0	8 333	9 000	8,0
Transferts fiscaux	976	1 020	4,5	7 056	7 827	10,9
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-188	-206	9,6	-1 501	-1 644	9,5
Total	1 830	1 939	6,0	13 888	15 183	9,3
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	119	23	-80,7	434	286	-34,1
Affaires étrangères	118	125	5,9	939	904	-3,7
Santé	64	107	67,2	651	739	13,5
Développement des ressources humaines	120	28	-76,7	986	607	-38,4
Affaires indiennes et du Nord	269	316	17,5	2 783	2 962	6,4
Industrie et développement régional	108	90	-16,7	844	821	-2,7
Anciens combattants	116	117	0,9	921	958	4,0
Autres	184	287	56,0	1 330	2 376	78,6
Total	1 098	1 093	-0,5	8 888	9 653	8,6
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	80	60	-25,0	565	675	19,5
Société canadienne d'hypothèques et de logement	150	150	0,0	1 195	1 220	2,1
Autres	105	75	-28,6	701	949	35,4
Total	335	285	-14,9	2 461	2 844	15,6
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	1 030	1 072	4,1	6 624	6 835	3,2
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 765	2 008	13,8	13 919	15 200	9,2
Total	2 795	3 080	10,2	20 543	22 035	7,3
Total des dépenses directes de programmes	4 228	4 458	5,4	31 892	34 532	8,3
Total des dépenses de programmes	8 927	9 358	4,8	68 131	72 471	6,4
Frais de la dette publique	3 683	3 436	-6,7	27 486	27 539	0,2
Total des dépenses budgétaires	12 610	12 794	1,5	95 617	100 010	4,6
Poste pour mémoire :						
total des transferts	5 797	5 993	3,4	45 127	47 592	5,5

- Les recettes au chapitre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 2,1 milliards de dollars (9,4 %). Les recettes de la taxe sur les produits et services ont progressé de 1,6 milliard (10,4 %), ce qui est légèrement supérieur à la croissance de la demande des consommateurs, en raison d'écarts de date sur le plan de la réception et du versement des remboursements et des remises. Les droits de douane à l'importation ont nettement grimpé, tandis que les taxes de vente et d'accise ont connu une faible hausse.
- Les recettes non fiscales ont enregistré une progression de 0,8 milliard de dollars (21,2 %), principalement à cause de la modification des méthodes comptables appliquées aux débiteurs.

D'avril à novembre 2000, les dépenses de programmes ont augmenté de 4,3 milliards de dollars (6,4 %), comparativement à la même période en 1999. Toutes les principales composantes ont été touchées.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 1,8 %, la hausse des prestations aux aînés ayant largement neutralisé la diminution des prestations d'assurance-emploi. Le montant plus élevé des prestations aux aînés traduit la hausse du nombre de personnes admissibles et du montant moyen des prestations, qui sont indexées à l'inflation. La baisse des prestations d'assurance-emploi est attribuable au nombre moins élevé de bénéficiaires, reflet de la diminution du nombre de chômeurs, atténuée par l'augmentation des taux de prestation moyens et des transferts aux provinces en vertu d'ententes relatives au marché du travail.
- Les principaux transferts à d'autres administrations ont progressé de 9,3 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS et de la péréquation. L'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS reflète la mesure énoncée dans le budget de 1999 en vue de

faire passer le plancher de ces transferts de 12,5 milliards de dollars en 1999-2000 à 13,5 milliards en 2000-2001. La hausse des droits à péréquation est attribuable au fait que l'économie de l'Ontario demeure plus vigoureuse que celle des provinces bénéficiaires de la péréquation.

- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes, moins les principaux transferts à des particuliers et à d'autres administrations, ont augmenté de 8,3 %. Cette composante comprend les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État, de même que les dépenses de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris au chapitre de la défense. L'évolution de cette composante dépend du calendrier des paiements, de la fin du gel des salaires et de l'effet des nouvelles initiatives, notamment le paiement en fiducie de 1 milliard de dollars aux provinces et aux territoires pour l'achat d'appareils médicaux dans le cadre de l'entente conclue par les premiers ministres sur le renouvellement des soins de santé et le développement de la petite enfance.

Les frais de la dette publique ont augmenté légèrement en raison de facteurs liés aux dates.

Ressources financières de 10,0 milliards de dollars (opérations de change exclues) d'avril à novembre 2000

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts,

La revue financière

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	novembre		d'avril à novembre	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
	(M\$)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-283	911	7 924	14 107
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	41	52	230	308
Autres	13	-91	-61	-869
Total	54	-39	169	-561
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	463	-360	695	-28
Comptes de pension de retraite	395	84	3 171	1 709
Autres	2	16	-125	-40
Total	860	-260	3 741	1 641
Autres opérations	1 407	1 276	-4 747	-5 229
Total des opérations non budgétaires	2 321	977	-837	-4 149
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	2 038	1 888	7 087	9 958
Opérations de change	-3 320	-1 801	-4 183	-471
Solde financier net	-1 282	87	2 904	9 487

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	novembre		d'avril à novembre	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
	(M\$)			
Solde financier net	-1 282	87	2 904	9 487
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	4 900	5 500	6 867	15 449
Obligations d'épargne du Canada	-33	-243	-720	-1 224
Bons du Trésor	-400	-400	-4 050	-20 750
Autres	-543	-153	-242	38
Total	3 924	4 704	1 855	-6 487
Payables en devises				
Obligations négociables	2 942	0	2 527	-2 202
Billets et prêts				
Bons du Canada	-504	202	-4 681	-1 021
Billets du Canada			-256	-36
Total	2 438	202	-2 410	-3 259
Variation nette des emprunts	6 362	4 906	-555	-9 746
Variation de l'encaisse	5 080	4 993	2 349	-259

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2000	30 novembre 2000	variation
		(M\$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	40 748	35 516	-5 232
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	128 346	130 055	1 709
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 217	6 189	-28
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 963	6 923	-40
Total des régimes de retraite et autres comptes	141 526	143 167	1 641
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	293 927	309 376	15 449
Bons du Trésor	99 850	79 100	-20 750
Obligations d'épargne du Canada	26 489	25 265	-1 224
Obligations non négociables et billets	3 552	3 591	39
Total partiel	423 818	417 332	-6 486
Payable en devises	32 588	29 331	-3 257
Total de la dette non échue	456 406	446 663	-9 743
Total de la dette portant intérêt	597 932	589 830	-8 102
Total du passif	638 680	625 346	-13 334
Actif			
Encaisse et débiteurs	18 864	18 605	-259
Comptes d'opérations de change	41 494	41 965	471
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	13 796	14 357	561
Total de l'actif	74 154	74 927	773
Déficit accumulé (dette publique nette)	564 526	550 419	-14 107

aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 4,1 milliards de dollars au cours des huit premiers mois de 2000-2001, comparativement à des besoins de 0,8 milliard à la même période en 1999-2000. L'écart est attribuable en partie aux versements d'équité salariale et aux variations du financement du Programme canadien de prêts aux étudiants.

Par conséquent, avec un excédent budgétaire de 14,1 milliards de dollars et des besoins nets de 4,1 milliards au chapitre des opérations non budgétaires, il s'est dégagé des ressources financières (opérations de change exclues) de 10,0 milliards entre avril et novembre 2000, comparativement à des ressources financières de 7,1 milliards pour la même période en 1999.

Ressources financières nettes de 9,5 milliards de dollars d'avril à novembre 2000

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de favoriser l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, qui a pour objet de corriger le niveau

des réserves canadiennes de monnaies étrangères, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, les huit premiers mois de 2000-2001 ont été marqués par des besoins nets de 0,5 milliard de dollars, comparativement à des besoins nets de 4,2 milliards pour la même période en 1999-2000.

Avec un excédent budgétaire de 14,1 milliards de dollars, des besoins nets de 4,1 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des besoins nets de 0,5 milliard au titre des opérations de change, les ressources financières nettes s'établissaient à 9,5 milliards pour la période d'avril à novembre 2000, comparativement à des ressources nettes de 2,9 milliards pendant la même période en 1999.

Chute de 9,7 milliards de dollars des emprunts nets d'avril à novembre 2000

En novembre 2000, la dette du gouvernement détenue sur les marchés s'est accrue de 4,9 milliards de dollars, de sorte que, pour les huit premiers mois de 2000-2001, le remboursement net de la dette détenue sur les marchés a atteint 9,7 milliards. Cela comprend en grande partie les ressources financières nettes de 9,5 milliards, les soldes d'encaisse n'étant que légèrement plus faibles. Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement à chaque mois. À la fin de novembre 2000, l'encaisse s'établissait à 12,7 milliards de dollars.

